

**Décision n° 2017-0332**  
**du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 7 mars 2017**  
**modifiant les décisions n° 2009-0645 en date du 21 juillet 2009,**  
**n° 2011-0174 en date du 8 février 2011, n° 2014-0688 en date du 17 juin 2014,**  
**n° 2015-0034 en date du 20 janvier 2015 et n° 2016-0424 en date du 18 mars 2016**  
**attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques**  
**au ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer**  
**pour un réseau indépendant du service fixe**  
**en France métropolitaine**

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2009-0645 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 juillet 2009 modifiant la décision 01-11 du 3 janvier 2001 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences du service fixe du plan 1,5 GHz au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer pour les besoins de la direction interdépartementale des routes du Sud pour un réseau indépendant ;

Vu la décision n° 2011-0174 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 8 février 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement pour un réseau indépendant du service fixe dans les départements du Cher (18), de l'Eure (27), de la Manche (50) et de l'Orne (61) ;

Vu la décision n° 2013-0521 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 16 avril 2013 fixant les conditions d'utilisation des fréquences radioélectriques par les installations radioélectriques des liaisons point à point du service fixe dans la bande 1,4 GHz (1375-1400 MHz et 1427-1452 MHz) ;

Vu la décision n° 2014-0688 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 17 juin 2014 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie pour un réseau indépendant du service fixe dans les départements de la Haute-Garonne (31), du Gers (32), de la Gironde (33), de l'Indre (36), des Landes (40) et du Morbihan (56) ;

Vu la décision n° 2015-0034 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 20 janvier 2015 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie pour un réseau indépendant du service fixe dans les départements du Calvados (14) et de la Manche (50) ;

Vu la décision n° 2016-0424 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 18 mars 2016 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie pour un réseau indépendant du service fixe en France métropolitaine ;

Vu la décision n° 2016-0519 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 12 avril 2016 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 7 novembre 2016 portant délégation de signature ;

Vu les demandes en date du 14, 16 et 17 février 2017 du centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), agissant en nom et pour le compte du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, reçues le 22 février 2017 ;

#### **Décide :**

**Article 1.** Les annexes suivantes sont supprimées et remplacées par les annexes 1 à 5 à la présente décision :

- La page 1/2 de l'annexe 2 à la décision n° 2009-0645 en date du 21 juillet 2009 susvisée,
- L'annexe 4 à la décision n° 2011-0174 en date du 8 février 2011 susvisée,
- L'annexe 2 à la décision n° 2014-0688 en date du 17 juin 2014 susvisée,
- L'annexe 2 à la décision n° 2015-0034 en date du 20 janvier 2015 susvisée,
- L'annexe 10 à la décision n° 2016-0424 en date du 18 mars 2016 susvisée.

**Article 2.** La présente décision ne modifie pas la durée initiale des autorisations d'utilisation de fréquences radioélectriques précisée dans les décisions susvisées n° 2009-0645 en date du 21 juillet 2009, n° 2011-0174 en date du 8 février 2011, n° 2014-0688 en date du 17 juin 2014, n° 2015-0034 en date du 20 janvier 2015 et n° 2016-0424 en date du 18 mars 2016.

**Article 3.** Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujéti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

**Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

**Article 5.** Le directeur Mobile et Innovation de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l’exécution de la présente décision qui sera notifiée au ministère de l’environnement, de l’énergie et de la mer.

Fait à Paris, le 7 mars 2017,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI  
Directeur de l’accès mobile  
et des relations avec les équipementiers